

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2005 — 1319 (2005 — 649) [C — 2005/03506]

4 MARS 2005. — Arrêté royal relatif à certains organismes de placement collectif publics. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 9 mars 2005 (Ed. 2), p. 9902-9903, la numérotation du deuxième article repris comme "Art. 144" et des articles suivants doit être remplacée, respectivement, par la numérotation suivante : "Art. 145.", "Art. 146.", "Art. 147.", "Art. 148.", "Art. 149.", "Art. 150.", "Art. 151.", "Art. 152." et "Art. 153."

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1320 [C — 2005/09426]

3 MAI 2005. — Loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité*

Art. 2. L'intitulé de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité est remplacé par l'intitulé suivant : « loi portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité ».

Art. 3. L'article 2 de la même loi est complété par un 3° et un 4° rédigés comme suit :

« 3° « greffe », le greffier du Comité permanent R;

4° « autorité », les autorités visées aux articles 15 et 22^{ter} et l'autorité de sécurité visée à l'article 22^{quinquies} de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité. ».

Art. 4. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Le Comité permanent R » sont remplacés par les mots « Le collège composé du président du Comité permanent de Contrôle des services de renseignement, du président du Comité permanent de Contrôle des services de police et du président de la Commission de la protection de la vie privée ou de leur suppléant, membre de la même institution et magistrat ».

2° L'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« L'organe de recours est présidé par le président du Comité permanent R ou son suppléant ».

3° L'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Lorsque l'organe de recours est saisi, les Comités permanents de Contrôle des services de police et des services de renseignement et la Commission de la protection de la vie privée s'abstiennent, pendant la durée de la procédure, d'examiner respectivement les plaintes et dénonciations au sens de la loi du 18 juillet 1991 précitée et les plaintes au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui concernent toute enquête ou toute vérification de sécurité effectuée à l'occasion des procédures d'habilitation, d'avis ou d'attestation de sécurité faisant l'objet du recours. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2005 — 1319 (2005 — 649) [C — 2005/03506]

4 MAART 2005. — Koninklijk besluit met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 2005 (Ed. 2), blz. 9902-9910, dient de nummering van het tweede artikel aangeduid als "Art. 144" en van de daaropvolgende artikelen respectievelijk te worden verbeterd door "Art. 145.", "Art. 146.", "Art. 147.", "Art. 148.", "Art. 149.", "Art. 150.", "Art. 151.", "Art. 152." en "Art. 153."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1320 [C — 2005/09426]

3 MEI 2005. — Wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheids-machtigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen*

Art. 2. Het opschrift van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen wordt vervangen als volgt : « wet tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen ».

Art. 3. Artikel 2 van dezelfde wet wordt aangevuld met een 3° en 4° luidende :

« 3° « griffie », de griffier van het Vast Comité I;

4° « overheid », de overheden bedoeld in de artikelen 15 en 22^{ter} en de veiligheids-overheid bedoeld in artikel 22^{quinquies} van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen. ».

Art. 4. In artikel 3 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « Het Vast Comité I » vervangen door de woorden « Het college samengesteld uit de voorzitter van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, de voorzitter van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en de voorzitter van de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer of hun plaatsvervanger, lid van hetzelfde instituut en magistraat ».

2° Het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het beroepsorgaan wordt voorgezeten door de voorzitter van het Vast Comité I of zijn plaatsvervanger. »

3° Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Wanneer bij het beroepsorgaan een beroep aanhangig is gemaakt, doen het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten en de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer voor de duur van de procedure geen onderzoek naar respectievelijk klachten en aangiften in de zin van voornoemde wet van 18 juli 1991 en klachten in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens die betrekking hebben op elk veiligheidsonderzoek of elke veiligheidsverificatie die uitgevoerd wordt ter gelegenheid van procedures in het kader van veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten of veiligheidsadviezen die het voorwerp uitmaken van dat beroep. »

Art. 5. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Lorsque, conformément à l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, l'octroi de l'habilitation de sécurité requise est refusé, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu, ou lorsque l'habilitation de sécurité est retirée, la personne pour laquelle l'habilitation a été requise, peut, dans les trente jours suivant respectivement la notification de la décision ou l'expiration du délai, introduire un recours, par lettre recommandée, auprès de l'organe de recours.

Le recours n'est pas ouvert lorsque l'habilitation de sécurité est retirée dans le cas visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Une absence de décision de l'autorité de sécurité dans le délai fixé par l'organe de recours conformément à l'article 10, § 1^{er} ou § 2, 1^o, est considérée comme une décision de refus et est susceptible de recours, par l'intéressé, conformément à l'alinéa premier.

§ 2. Lorsque, conformément aux articles 22^{ter} et 22^{quater} de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, l'octroi de l'attestation de sécurité est refusé, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu ou lorsque l'attestation de sécurité est retirée, la personne pour laquelle l'attestation est requise peut, dans les huit jours suivant respectivement la notification de la décision ou l'expiration du délai, introduire un recours par lettre recommandée auprès de l'organe de recours.

§ 3. La personne destinataire d'un avis de sécurité négatif, en application de l'article 22^{quinquies} de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, peut, dans les huit jours de la réception de cet avis, saisir, par lettre recommandée, l'organe de recours. »

Art. 6. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er} les mots « en matière d'habilitation de sécurité » sont ajoutés après les mots « En cas de recours »;

2^o Le § 1^{er} est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« En cas de recours en matière d'attestation de sécurité, l'autorité communique à l'organe de recours le dossier de vérification de sécurité en y joignant la demande motivée de l'accomplissement de la vérification de sécurité, l'original de la décision motivée et une copie de la notification de cette décision au requérant.

En cas de recours en matière d'avis de sécurité, l'autorité de sécurité communique à l'organe de recours le dossier de vérification en y joignant la demande motivée de l'accomplissement de la vérification de sécurité, l'original de l'avis motivé et un copie de la notification de cet avis au requérant. »

3^o Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « en matière d'habilitation de sécurité » sont ajoutés après les mots « l'examen du recours »;

4^o Le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« S'il l'estime utile à l'examen du recours en matière d'attestation ou d'avis de sécurité, l'organe de recours peut requérir des autorités qui ont émis l'attestation ou l'avis et des services de police et de renseignement et de sécurité toute information complémentaire et entendre les membres de ces services qui ont apporté leur concours à la vérification. Dans ce cas, les alinéas 3 et 4 s'appliquent aux membres des services de police et de renseignement. »

5^o Au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « du service de renseignement et de sécurité » et « du service de renseignement » sont remplacés chaque fois par les mots « d'un service de police ou de renseignement », et les mots « ou de vérification » sont ajoutés après les mots « dossier d'enquête ».

Art. 5. Art. 4 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Wanneer overeenkomstig artikel 22 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen de toekenning van de vereiste veiligheidsmachtiging wordt geweigerd, wanneer de beslissing niet genomen of niet ter kennis gebracht is binnen de voorziene termijn, of wanneer de veiligheidsmachtiging wordt ingetrokken, kan de persoon voor wie de machtiging vereist is, binnen dertig dagen, respectievelijk na de kennisgeving van de beslissing of na het verstrijken van de termijn, bij aangetekend schrijven beroep instellen bij het beroepsorgaan.

Het beroep staat niet open wanneer de veiligheidsmachtiging wordt ingetrokken in het geval bedoeld in artikel 16, § 1, derde lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Het uitblijven van een beslissing door de veiligheidsoverheid binnen de termijn bepaald door het beroepsorgaan overeenkomstig artikel 10, § 1, of § 2, 1^o, van deze wet, wordt beschouwd als een beslissing tot weigering en is vatbaar voor beroep door de betrokkene, overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. Wanneer overeenkomstig de artikelen 22^{ter} en 22^{quater} van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen de toekenning van het veiligheidsattest wordt geweigerd, wanneer de beslissing niet genomen of niet ter kennis gebracht is binnen de voorziene termijn, of wanneer het veiligheidsattest wordt ingetrokken, kan de persoon voor wie het attest vereist is, binnen acht dagen, respectievelijk na de kennisgeving van de beslissing of na het verstrijken van de termijn, bij aangetekend schrijven beroep instellen bij het beroepsorgaan.

§ 3. De persoon die met toepassing van artikel 22^{quinquies} van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen het voorwerp uitmaakt van een negatief veiligheidsadvies, kan binnen acht dagen na ontvangst van het advies bij aangetekend schrijven het beroepsorgaan vatten. »

Art. 6. In artikel 5 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In de eerste paragraaf worden de woorden « inzake veiligheidsmachtigingen » toegevoegd na de woorden « In geval van beroep »;

2^o De eerste paragraaf wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« In geval van beroep inzake veiligheidsattesten zendt de overheid het verificatiedossier aan het beroepsorgaan, waarbij de met redenen omklede vraag tot uitvoering van de veiligheidsverificaties, het origineel van de met redenen omklede beslissing alsmede een kopie van de kennisgeving van deze beslissing aan de eiser, worden gevoegd.

In geval van beroep inzake veiligheidsadviezen zendt de veiligheidsoverheid het verificatiedossier aan het beroepsorgaan, waarbij de met redenen omklede vraag tot uitvoering van de veiligheidsverificaties, het origineel van het met redenen omklede advies alsmede een kopie van de kennisgeving van dit advies aan de eiser, worden gevoegd. »

3^o In het eerste lid van de tweede paragraaf worden de woorden « inzake veiligheidsmachtigingen » toegevoegd na de woorden « voor het onderzoek »;

4^o De tweede paragraaf wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien het beroepsorgaan het nuttig acht voor het onderzoek van het beroep inzake veiligheidsattesten of veiligheidsadviezen, kan het de overheden die het attest of advies uitgebracht hebben en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten om elke bijkomende informatie verzoeken en de leden van deze diensten die hun medewerking aan de verificatie hebben geleverd, horen. In dit geval zijn het derde en vierde lid van toepassing op de leden van de politie- en inlichtingendiensten. »

5^o In het eerste lid van de derde paragraaf worden de woorden « inlichtingen- en veiligheidsdienst » en « inlichtingendienst » telkenmale vervangen door de woorden « politie- of inlichtingendienst » en worden de woorden « of het verificatiedossier » toegevoegd na het woord « onderzoeksdossier ».

Art. 7. A l'article 6, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots « le dossier de vérification ou » sont ajoutés avant les mots « le rapport d'enquête ».

Art. 8. A l'article 7 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er} les mots « de l'organe de recours » sont ajoutés après les mots « Les membres ».

2° Au § 2 les mots « des dossiers de vérification et » sont ajoutés après le mot « confidentiel ».

Art. 9. A l'article 9 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les soixante jours » sont remplacés par les mots « respectivement dans les quinze ou les soixante jours » et les mots « en matière d'attestation ou d'habilitation de sécurité », sont ajoutés à la fin de la phrase.

2° L'alinéa 2, 2^e phrase, est remplacé par le texte rédigé comme suit :

« Elles sont notifiées, par lettre recommandée, au requérant, à l'autorité de sécurité et au service de renseignement et de sécurité, suivant le cas, qui a soit procédé à l'enquête de sécurité, soit établi le dossier de vérification de sécurité. Elles sont, dès leur notification, directement exécutoires. »

Art. 10. Un article 9*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 9*bis*. — § 1^{er}. L'organe de recours délibère à la majorité des voix dans les trente jours suivant celui où il a été saisi d'un recours en matière d'avis de sécurité.

L'avis de l'organe de recours est motivé. Il est notifié par lettre recommandée au requérant, à l'autorité administrative et à l'autorité de sécurité. L'article 9, alinéa 3, est applicable à la notification adressée au requérant.

Lorsque l'organe de recours ne confirme pas l'avis de sécurité négatif, l'autorité administrative est tenue d'indiquer les motifs pour lesquels elle ne suit pas l'avis de l'organe de recours. Elle notifie sa décision à la personne intéressée et en transmet copie à l'organe de recours et à l'autorité de sécurité.

Le Roi fixe les délais et les modalités des notifications visées aux alinéas 2 et 3.

§ 2. Lorsque l'autorité administrative motive sa décision en se fondant exclusivement sur l'avis de l'organe de recours, cette décision n'est susceptible d'aucun recours. »

Art. 11. La même loi est complétée par un article 11, rédigé comme suit :

« Art. 11. — Lorsque le recours fait suite à une décision de refus d'octroi ou de retrait d'une attestation de sécurité, l'organe de recours peut, s'il estime, après audition du requérant ou de son avocat, que les motifs invoqués à l'appui de la décision attaquée ne sont pas fondés et adéquats, requérir l'autorité d'octroyer l'attestation de sécurité.

Lorsque le recours fait suite à une absence de décision de l'autorité dans le délai fixé conformément à l'article 22*quater* de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, l'organe de recours peut, s'il estime, après audition du requérant ou de son avocat, que rien ne s'y oppose, requérir l'autorité d'octroyer l'attestation de sécurité. »

Art. 12. La même loi est complétée par un article 12, rédigé comme suit :

« Art. 12. — § 1^{er}. Quiconque se prévaut d'un intérêt légitime peut introduire un recours auprès de l'organe de recours contre la décision visée à l'article 22*bis*, alinéa 2 ou à l'article 22*quinquies*, alinéa 1^{er}, de la loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

§ 2. L'autorité concernée peut introduire un recours auprès de l'organe de recours contre la décision de refus visée par l'article 22*sexies*, § 2, de la loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

§ 3. L'organe de recours examine, sur la base du dossier administratif et de la décision motivée de l'autorité concernée, si les vérifications de sécurité sont justifiées au regard des exigences de la loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité. L'organe de recours entend la personne ou l'autorité qui a introduit le recours, à leur demande. L'organe de recours peut décider d'entendre

Art. 7. In artikel 6, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « het verificatiedossier of » toegevoegd voor de woorden « het onderzoeksverslag ».

Art. 8. In artikel 7 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste paragraaf worden de woorden « van het beroepsorgaan » toegevoegd na de woorden « De leden ».

2° In de tweede paragraaf worden de woorden « verificatiedossiers, van de » toegevoegd na de woorden « vertrouwelijk karakter van de ».

Art. 9. In artikel 9 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « binnen zestig dagen » vervangen door de woorden « respectievelijk binnen vijftien of zestig dagen » en de woorden « inzake veiligheidsattesten of veiligheidsmachtigingen » worden toegevoegd na de woorden « nadat het beroep ».

2° De tweede zin van het tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Zij worden bij aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de eiser, van de veiligheidsoverheid en van de inlichtingen- en veiligheidsdienst, naargelang van het geval, die hetzij het veiligheidsonderzoek heeft ingesteld, hetzij het dossier van de veiligheidsverificatie heeft samengesteld en zijn vanaf hun kennisgeving rechtstreeks uitvoerbaar. »

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 9*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9*bis*. — § 1. Het beroepsorgaan beraadslagt bij meerderheid van stemmen binnen dertig dagen nadat het beroep inzake het veiligheidsadvies bij het beroepsorgaan aanhangig is gemaakt.

Het advies van het beroepsorgaan wordt met redenen omkleed. Het wordt, bij aangetekend schrijven, ter kennis gebracht van de eiser, van de administratieve overheid en van de veiligheidsoverheid. Art. 9, derde lid, is van toepassing op de kennisgeving aan de eiser.

Indien het beroepsorgaan het negatief veiligheidsadvies niet bevestigt, moet de administratieve overheid de redenen weergeven waarom zij het advies van het beroepsorgaan niet volgt. Zij deelt haar beslissing mee aan de betrokkene en zendt een afschrift over aan het beroepsorgaan en aan de veiligheidsoverheid.

De Koning bepaalt de termijnen en de nadere regels voor de kennisgevingen bedoeld in het tweede en derde lid.

§ 2. Wanneer de administratieve overheid zich bij de motivering van haar beslissing uitsluitend baseert op het advies van het beroepsorgaan, is deze beslissing niet vatbaar voor enig beroep. »

Art. 11. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 11, luidend als volgt :

« Art. 11. — Wanneer het beroep volgt op een weigering om een veiligheidsattest te verlenen of op de intrekking ervan kan het beroepsorgaan, als het, na de eiser of zijn advocaat gehoord te hebben, van oordeel is dat de redenen ingeroepen om de bestreden beslissing te rechtvaardigen, ongegrond zijn en niet in verhouding zijn, eisen dat de overheid een veiligheidsattest toekent.

Wanneer het beroep volgt op het uitblijven van een beslissing van de overheid binnen de termijn bepaald overeenkomstig artikel 22*quater* van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, kan het beroepsorgaan, als het, na de eiser of zijn advocaat gehoord te hebben, van oordeel is dat niets er zich tegen verzet, eisen dat de overheid een veiligheidsattest toekent. »

Art. 12. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 12, luidend als volgt :

« Art. 12. — § 1. Eenieder die een legitiem belang heeft, kan bij het beroepsorgaan beroep aantekenen tegen een beslissing bedoeld in artikel 22*bis*, tweede lid, of artikel 22*quinquies*, eerste lid, van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

§ 2. De betrokken overheid kan bij het beroepsorgaan beroep aantekenen tegen een weigeringbeslissing bedoeld in artikel 22*sexies*, § 2, van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

§ 3. Het beroepsorgaan onderzoekt op basis van het administratief dossier en van de met redenen omklede beslissing van de betrokken overheid of de veiligheidsverificaties gerechtvaardigd zijn vanuit de eisen van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen. Indien hij hierom verzoekt, hoort het beroepsorgaan de persoon of de overheid die het beroep aantekende. Het beroepsorgaan kan beslissen de betrokken

la personne concernée, l'autorité publique ou administrative et l'autorité visée à l'article 22ter de la loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

§ 4. L'organe de recours délibère à la majorité des voix dans les quinze jours suivant celui où il a été saisi du recours.

§ 5. La décision de l'organe de recours est motivée conformément à l'article 9, alinéa 3 et portée à la connaissance, selon le cas :

1° de l'autorité visée à l'article 22ter de la loi relative à la classification et aux habilitations, avis et attestations de sécurité;

2° des autorités visées aux articles 22bis et 22quinquies de la loi relative à la classification et aux habilitations, avis et attestations de sécurité;

3° des organisateurs de l'événement ou des responsables des locaux, bâtiments ou sites visés à l'article 22bis de la loi relative à la classification et aux habilitations, avis et attestations de sécurité;

4° des personnes concernées, dans le délai déterminé par le Roi, par les autorités visées aux articles 22bis et 22quinquies de la loi relative à la classification et aux habilitations, avis et attestations de sécurité, de la même manière que la décision de procéder à une vérification de sécurité a été portée à leur connaissance.

§ 6. Les décisions de l'organe de recours sont exécutoires de plein droit dès leur notification et ne sont susceptibles d'aucun recours.

§ 7. La procédure devant l'organe de recours n'a pas d'effet suspensif.

§ 8. La procédure à suivre devant l'organe de recours est déterminée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 13. La même loi est complétée par un article 13, rédigé comme suit :

« Art. 13. — L'organe de recours établit annuellement un rapport d'activités et le communique aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat ainsi qu'aux ministres compétents. »

CHAPITRE IV. — Dispositions finales et transitoires

Art. 14. Pour ce qui concerne les recours dirigés contre les attestations et les avis de sécurité, la présente loi ne sera applicable que pour autant que ces attestations ou avis de sécurité ont été délivrés sur la base de vérifications de sécurité qui ont été demandées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité.

Pour ce qui concerne les habilitations de sécurité, la présente loi sera applicable aux recours introduits dès son entrée en vigueur.

Art. 15. A l'exception de l'article 1^{er} et du présent article, la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi est fixée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAEL

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

Le Ministre de la Défense
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

persoon, de publieke of administratieve overheid en de in artikel 22ter van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen te horen.

§ 4. Het beroepsorgaan beraadslaagt bij meerderheid van stemmen binnen 15 dagen nadat het beroep aanhangig is gemaakt.

§ 5. De beslissing van het beroepsorgaan wordt overeenkomstig artikel 9, derde lid, met redenen omkleed en, naar gelang het geval, ter kennis gebracht van :

1° de overheid bedoeld in artikel 22ter van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

2° de overheden bedoeld in de artikelen 22bis en 22quinquies van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

3° de organisatoren van het evenement of van de verantwoordelijken van de lokalen, gebouwen of terreinen bedoeld in artikel 22bis van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen;

4° de betrokken personen, binnen de termijn bepaald door de Koning, door de overheden bedoeld in de artikelen 22bis en 22quinquies van de wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen op dezelfde wijze als die waarop hen de beslissing om tot een veiligheidsverificatie over te gaan, ter kennis werd gebracht.

§ 6. De beslissingen van het beroepsorgaan zijn vanaf hun kennisgeving rechtstreeks uitvoerbaar. Er is geen beroep mogelijk.

§ 7. De procedure voor het beroepsorgaan heeft geen schorsende werking.

§ 8. De voor het beroepsorgaan te volgen rechtspleging wordt vastgesteld bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de minister-raad. »

Art. 13. Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 13, luidend als volgt :

« Art. 13. — Het beroepsorgaan stelt jaarlijks een activiteitenverslag op en zendt dit over aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat evenals aan de bevoegde ministers. »

HOOFDSTUK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 14. Wat betreft de veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen is deze wet van toepassing op de beroepen tegen die attesten of adviezen die werden afgeleverd op basis van veiligheidsverificaties die aangevraagd werden vanaf de datum van de inwerkingtreding van de wet van 3 mei 2005 houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen.

Wat betreft de veiligheidsmachtigingen is deze wet van toepassing op de beroepen die aanhangig zijn gemaakt na de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 15. Met uitzondering van de artikelen 1 en 15 bepaalt de Koning voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAEL

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Notes

(1) Documents

Chambre des représentants :

Session 2004-2005 - 51-1599

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Avis de la Commission de la protection de la vie privée

N° 3 : Amendements

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté par la commission.

N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

Compte rendu intégral : 3 mars 2005

Documents

Sénat :

Session 2004-2005 - 3-1076

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Amendements.

N° 6 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 17 mars 2005.

Nota's

(1) Documenten

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Zitting 2004/2005 - 51-1599

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 3 maart 2005.

Documenten

Senaat :

Zitting 2004/2005 - 3-1076

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 17 maart 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1321

[C — 2005/09427]

3 MAI 2005. — Loi modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale***Article 1^{er}.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité***Art. 2.** L'intitulé de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité est remplacé par l'intitulé suivant : « Loi relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité ».**Art. 3.** A l'article 8, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 17 janvier 2003, les mots « et de celles de la Cellule de traitement des informations financières » sont remplacés par les mots « , de celles de la Cellule de traitement des informations financières et de celles des membres de l'organe de recours visé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité. »**Art. 4.** Un chapitre IIIbis, comprenant les articles 22bis à 22sexies est inséré dans la même loi :

« Chapitre IIIbis — Des attestations de sécurité et des avis de sécurité

Art. 22bis. — Dans les cas où une habilitation de sécurité n'est pas requise pour l'accès d'une personne aux locaux, bâtiments ou sites dont il est question à l'article 8, alinéa 2, l'autorité visée par cette disposition peut imposer la possession d'une attestation de sécurité.

Les autorités publiques ayant des compétences en matière de sécurité, désignées par le Roi peuvent, pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de protection de l'intégrité physique des personnes présentes, soumettre l'accès d'une personne pour une durée limitée à des locaux, bâtiments ou sites liés à des fonctions d'autorité publique ou à un événement déterminé national ou international, diplomatique ou protocolaire, à la possession d'une attestation de sécurité dans le cas où il existe une menace potentielle au sens de l'article 8, 1^o, de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité. La décision de cette autorité publique est motivée et portée à la connaissance de l'autorité visée à l'article 22ter et des organisateurs

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1321

[C — 2005/09427]

3 MEI 2005. — Wet houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen***Art. 2.** Het opschrift van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen wordt vervangen als volgt : « Wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen ».**Art. 3.** In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 17 januari 2003, worden de woorden « en die van de Cel voor financiële informatieverwerking » vervangen door de woorden « , die van de Cel voor financiële informatieverwerking en die van de leden van het beroepsorgaan zoals bedoeld in de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen. »**Art. 4.** In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, bestaande uit de artikelen 22bis tot 22sexies :

« Hoofdstuk IIIbis — Veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen

Art. 22bis. — In de gevallen waarin geen veiligheidsmachtiging vereist is voor de toegang van een persoon tot lokalen, gebouwen of terreinen waarvan sprake in artikel 8, tweede lid, kan de overheid bedoeld door die bepaling het bezit van een veiligheidsattest verplicht stellen.

De door de Koning aangewezen publieke overheden die over bevoegdheden in het kader van de veiligheid beschikken, kunnen, voor redenen van openbare orde, veiligheid of de bescherming van de fysieke integriteit van de aanwezige personen, beslissen dat de toegang van een persoon voor beperkte duur tot lokalen, gebouwen of terreinen die een band hebben met functies van publieke overheden of tot een welbepaald nationaal of internationaal, diplomatiek of protocolair evenement, afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een veiligheidsattest in geval van een mogelijke dreiging zoals voorzien in artikel 8, 1^o, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst. De beslissing van deze publieke